

# La nouvelle carte de l'éducation prioritaire : une construction rationalisée

## L'éducation prioritaire

→ La relance de l'éducation prioritaire menée en 1998-1999 a conduit à une extension du nombre d'établissements – un millier de plus, principalement des écoles – et d'élèves – environ 1 800 000 maintenant – bénéficiant de moyens éducatifs particuliers, et à une rationalisation de l'allocation de ces moyens. À cet effet a été créée, à côté des zones d'éducation prioritaire (ZEP), une nouvelle structure, le REP (réseau d'éducation prioritaire), pensée prioritairement comme structure de mutualisation des moyens et de coordination des pratiques. Fréquemment associé à une ZEP, il y ajoute le plus souvent des établissements en situation un peu moins difficile.

Les entrées d'établissements en ZEP se sont accompagnées également de sorties. Les entrées ont surtout eu lieu en zone urbaine et périurbaine, et les sorties plutôt en milieu rural. La majorité des établissements sortants restent classés en REP, demeurant ainsi au sein du périmètre élargi de l'éducation prioritaire.

D'importantes disparités entre départements et entre académies apparaissent quant aux proportions d'élèves concernés. Comme le suggère ce qui précède, la nature du tissu urbain en explique une part importante, mais non décisive. De manière générale, les classes comportent un à deux élèves de moins dans un établissement en ZEP ou en REP.

**Christian CUVIER**  
Bureau des études statistiques  
sur l'enseignement scolaire

Les textes réglementaires successifs portant sur l'organisation des zones d'éducation prioritaire (ZEP) avaient laissé aux académies le soin d'en déterminer le périmètre en suggérant quelques idées centrales consensuelles. La relance de l'éducation prioritaire pouvait difficilement se faire sans un renforcement du caractère objectif du classement (ou non) d'un établissement dans un périmètre d'action, qu'il s'agisse d'une ZEP ou d'un réseau d'éducation prioritaire (REP). Afin de prendre au mieux en compte les décisions prises sur le terrain, où la connaissance des difficultés réelles est par définition meilleure, il fallait que l'application de ces critères objectifs donnât naissance à une carte qui ne remette pas trop fondamentalement en cause l'existant.

L'approche suivie s'est donc faite en deux temps. Il fallait d'abord trouver des facteurs explicatifs de la carte de 1998 et en préciser les effets relatifs. Ont été retenus : le poids des catégories socioprofessionnelles défavorisées au sein des élèves de l'établissement, la proportion d'élèves de nationalité étrangère, et celle d'élèves ayant plus de deux ans de retard scolaire. L'encadré méthodologique précise comment sont prises en compte ces quantités et comment est estimé leur pouvoir explicatif individuel. Ensuite, un seuil a été fixé de sorte que les établissements les plus en difficulté selon ces critères scolarisent un pourcentage donné d'élèves.

D'autres éléments ont été envisagés, et pourraient paraître plus pertinents. Mais certains d'entre eux ne sont pas disponibles (ainsi, la proportion de personnes inactives ou précaires dans le bassin de recrutement d'un établissement). D'autres ont conduit à des cartes simulées trop différentes de l'existant ou n'ont pas, tous calculs faits, un effet propre suffisamment significatif.

Pour chaque établissement, on peut calculer, en fonction des critères retenus, une probabilité de passer dans une structure d'éducation prioritaire. Par une

transformation affine, on en fait un *indice de difficulté sociale* (IDS). En moyennant sur une zone géographique les indices de ses établissements, on obtient un indice brut pour cette zone. En normant ces indices de zones par celui de la France entière, on obtient des indices corrigés qui permettent de situer entre elles les différentes zones (départements ou académies) (tableaux 1 à 4).

Si les variations de rang d'une zone par valeur de l'IDS entre deux années présentent une relative pertinence, cela est moins vrai des variations d'indices, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, le calcul de moyenne arithmétique met au même niveau, par exemple, un département dont beaucoup d'établissements ont de légères difficultés (au sens de l'IDS) et un autre où moins d'établissements sont en plus grande difficulté. Ensuite, le fait que la probabilité de passer en éducation prioritaire augmente pour un établissement donné peut certes provenir de l'évolution de sa population, mais aussi de celles des autres. Une augmentation d'IDS ne signifie pas nécessairement une augmentation réelle des difficultés ; elle décrit plus souvent une meilleure adéquation de la carte aux difficultés constatées.

Il n'est pas aisé de contourner ces inconvénients. Donner un nom plus explicite à l'IDS rendrait la communication plus difficile. En outre, le choix d'une autre moyenne, afin de mieux cerner les effets de renforcement mutuel de causes de difficultés, requiert de fixer un procédé et des paramètres d'une manière trop arbitraire. Les significations et variations de l'indice obtenu en seraient, de surcroît, plus difficiles à expliquer de manière simple à un non-statisticien.

Les ZEP (zones d'éducation prioritaire) comptent, à la rentrée 1999, 6 913 établissements, soit 988 de plus qu'en 1997, répartis en 695 zones, contre 530 en 1997<sup>1</sup>. Le nombre d'écoles en ZEP a crû de 838, et celui des collèges, de 150.

## NOTE

1. Sauf mention du contraire, tous les chiffres sont donnés pour la France entière, DOM inclus.

**TABLEAU 1 – Indices de difficulté sociale par académie en 1997 et 1999**

Académies	IDS 1997 brut	IDS 1999 brut	Rang 1997	Rang 1999	IDS 1997 normé	IDS 1999 normé
Aix-Marseille	117,8	126,3	9	7	103,0	104,3
Amiens	118,6	126,1	6	8	103,7	104,1
Besançon	116,7	121,7	10	12	102,1	100,5
Bordeaux	107,4	111,0	22	22	93,9	91,7
Caen	111,1	114,1	17	19	97,2	94,2
Clermont-Ferrand	109,7	112,7	19	20	96,0	93,1
Corse	112,8	128,4	13	3	98,7	106,1
Créteil	120,3	132,0	4	2	105,2	109,0
Dijon	113,8	120,9	11	13	99,5	99,8
Grenoble	112,3	120,4	15	14	98,2	99,5
Lille	124,5	132,6	1	1	108,9	109,6
Limoges	106,5	110,3	23	23	93,1	91,1
Lyon	119,5	127,9	5	5	104,5	105,6
Montpellier	112,7	119,8	14	16	98,6	99,0
Nancy-Metz	118,4	125,9	7	9	103,6	104,0
Nantes	108,8	111,7	21	21	95,1	92,2
Nice	109,2	114,7	20	18	95,5	94,8
Orléans-Tours	113,2	119,1	12	17	99,0	98,4
Paris	110,9	122,0	18	11	97,0	100,8
Poitiers	104,9	107,2	25	25	91,8	88,5
Reims	121,6	127,8	2	6	106,4	105,6
Rennes	102,9	105,2	26	26	90,0	86,8
Rouen	118,0	123,1	8	10	103,2	101,7
Strasbourg	120,5	128,4	3	4	105,4	106,1
Toulouse	105,2	107,8	24	24	92,0	89,0
Versailles	112,0	120,4	16	15	97,9	99,4
<b>France métropolitaine</b>	<b>114,3</b>	<b>121,1</b>			<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU 3 – Indices de difficulté sociale par académie en 2000**

Académies	IDS 2000	IDS normé	Rang
Aix-Marseille	126,66	105,45	6
Amiens	125,26	104,28	9
Besançon	121,44	101,11	12
Bordeaux	111,38	92,73	22
Caen	114,46	95,29	19
Clermont-Ferrand	111,93	93,19	20
Corse	125,91	104,83	7
Dijon	120,60	100,41	13
Grenoble	118,99	99,07	15
Lille	133,60	111,23	1
Limoges	109,65	91,29	23
Lyon	127,75	106,36	3
Montpellier	118,90	98,99	16
Nancy-Metz	125,26	104,29	8
Nantes	111,71	93,00	21
Nice	115,21	95,91	18
Orléans-Tours	118,20	98,41	17
Poitiers	106,55	88,70	25
Reims	127,15	105,86	5
Rennes	104,99	87,41	26
Rouen	121,80	101,40	11
Strasbourg	127,60	106,24	4
Toulouse	107,36	89,38	24
Paris	122,57	102,04	10
Créteil	132,84	110,60	2
Versailles	120,12	100,00	14
<b>France métropolitaine</b>	<b>120,11</b>		
Guadeloupe	115,02	95,76	
Guyane	163,82	136,39	
Martinique	114,35	95,20	
La Réunion	129,92	108,16	

**TABLEAU 2 – Indices de difficulté sociale par département en 1997 et 1999**

Départements	IDS 1997 brut	IDS 1999 brut	Rang 1997	Rang 1999	IDS 1997 normé	IDS 1999 normé
Ain	114,3	121,6	33	37	100,0	100,5
Aisne	119,9	129,2	12	9	104,9	106,7
Allier	108,5	110,2	64	70	94,9	91,0
Alpes-de-Hte-Provence	102,5	102,4	87	92	89,6	84,6
Hautes-Alpes	101,6	103,3	90	88	88,8	85,3
Alpes-Maritimes	109,5	115,9	56	53	95,8	95,7
Ardèche	109,8	116,8	55	51	96,1	96,4
Ardennes	127,5	134,9	3	4	111,5	111,5
Ariège	112,8	115,0	43	55	98,6	94,9
Aube	122,2	130,0	8	8	106,8	107,4
Aude	108,3	117,7	65	49	94,7	97,2
Aveyron	101,1	103,3	94	89	88,4	85,3
Bouches-du-Rhône	118,0	125,6	21	19	103,2	103,8
Calvados	111,1	113,7	50	57	97,1	93,9
Cantal	102,1	103,1	89	90	89,3	85,1
Charente	109,1	112,5	60	65	95,4	92,9
Charente-Maritime	104,1	106,0	79	79	91,0	87,6
Cher	113,2	121,7	39	35	99,0	100,5
Corrèze	107,3	112,6	69	64	93,9	93,0
Côte-d'Or	108,2	112,9	66	62	94,6	93,3
Côtes-d'Armor	102,5	102,8	86	91	89,7	84,9
Creuse	101,3	102,0	93	95	88,6	84,2
Dordogne	104,8	107,2	77	77	91,6	88,6
Doubs	115,6	121,4	28	38	101,1	100,3
Drôme	113,5	121,2	37	40	99,2	100,1
Eure	114,6	120,8	29	41	100,2	99,8
Eure-et-Loir	116,5	122,7	26	31	101,9	101,3
Finistère	102,3	104,5	88	85	89,4	86,3
Corse-du-Sud	112,4	128,6	44	10	98,3	106,2
Haute-Corse	113,2	128,3	40	12	99,0	105,9
Gard	117,3	124,5	23	25	102,6	102,9
Haute-Garonne	104,9	106,5	76	78	91,7	88,0
Gers	100,7	101,5	96	96	88,1	83,8
Gironde	108,9	112,4	61	66	95,2	92,8
Hérault	111,6	118,7	49	46	97,6	98,0
Ille-et-Vilaine	103,7	108,0	82	74	90,7	89,2
Indre	106,5	109,6	73	72	93,1	90,5
Indre-et-Loire	106,2	107,5	74	76	92,9	88,8
Isère	113,0	123,2	41	30	98,8	101,8
Jura	114,3	121,9	34	34	99,9	100,7
Landes	102,9	105,0	85	84	90,0	86,7
Loir-et-Cher	113,6	118,9	36	44	99,3	98,2
Loire	117,8	124,6	22	23	103,0	102,9
Haute-Loire	104,2	105,8	78	80	91,2	87,4
Loire-Atlantique	107,4	110,1	68	71	93,9	91,0
Loiret	118,4	127,6	18	14	103,5	105,4
Lot	100,9	102,3	95	93	88,3	84,5
Lot-et-Garonne	114,4	121,7	31	36	100,0	100,5
Lozère	101,4	104,0	92	87	88,7	85,9

Départements	IDS 1997 brut	IDS 1999 brut	Rang 1997	Rang 1999	IDS 1997 normé	IDS 1999 normé
Maine-et-Loire	112,1	116,1	46	52	98,1	95,9
Manche	106,9	108,8	71	73	93,5	89,9
Mame	118,1	122,3	19	32	103,3	101,0
Haute-Marne	121,1	128,1	10	13	105,9	105,8
Mayenne	107,3	110,8	70	69	93,8	91,5
Meurthe-et-Moselle	111,7	117,8	47	47	97,7	97,3
Meuse	110,0	113,4	53	60	96,2	93,7
Morbihan	103,1	104,1	84	86	90,2	86,0
Moselle	125,0	133,4	5	5	109,3	110,1
Nièvre	109,9	115,1	54	54	96,1	95,1
Nord	127,5	136,7	2	3	111,5	112,9
Oise	116,5	123,2	25	29	101,9	101,8
Orne	118,7	124,6	17	24	103,8	102,9
Pas-de-Calais	119,7	126,3	13	16	104,7	104,3
Puy-de-Dôme	113,4	117,8	38	48	99,1	97,3
Pyrénées-Atlantiques	104,0	107,5	80	75	91,0	88,8
Hautes-Pyrénées	101,5	102,0	91	94	88,7	84,3
Pyrénées-Orientales	112,8	118,7	42	45	98,7	98,0
Bas-Rhin	118,1	125,1	20	22	103,3	103,3
Haut-Rhin	123,8	133,1	6	6	108,3	109,9
Rhône	122,4	131,9	7	7	107,0	108,9
Haute-Saône	118,7	119,5	16	43	103,9	98,7
Saône-et-Loire	116,6	125,4	24	21	102,0	103,6
Sarthe	110,2	113,6	52	58	96,4	93,8
Savoie	106,8	111,6	72	68	93,4	92,1
Haute-Savoie	114,3	121,3	32	39	100,0	100,2
Paris	110,9	122,0	51	33	97,0	100,8
Seine-Maritime	119,5	124,2	14	28	104,6	102,6
Seine-et-Marne	109,2	113,1	58	61	95,5	93,4
Yvelines	111,6	117,1	48	50	97,6	96,7
Deux-Sèvres	103,9	105,4	81	83	90,9	87,1
Somme	120,4	127,1	11	15	105,3	105,0
Tarn	109,1	112,9	59	63	95,4	93,2
Tarn-et-Garonne	108,8	119,9	63	42	95,2	99,0
Var	108,8	113,6	62	59	95,2	93,8
Vaucluse	125,4	141,0	4	2	109,7	116,5
Vendée	105,3	105,6	75	81	92,1	87,2
Vienne	103,1	105,5	83	82	90,2	87,1
Haute-Vienne	107,8	111,8	67	67	94,2	92,3
Vosges	116,0	125,5	27	20	101,5	103,6
Yonne	119,3	128,4	15	11	104,4	106,0
Territoire de Belfort	121,1	126,2	9	17	106,0	104,2
Essonne	109,3	114,9	57	56	95,6	94,9
Hauts-de-Seine	112,3	124,4	45	26	98,2	102,8
Seine-Saint-Denis	135,7	155,8	1	1	118,7	128,7
Val-de-Marne	113,8	124,4	35	27	99,6	102,7
Val-d'Oise	114,5	125,8	30	18	100,2	103,9
<b>France métropolitaine</b>	<b>114,3</b>	<b>121,1</b>			<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU 4 – Indices de difficulté sociale par département en 2000**

Départements	Académies	IDS 2000	IDS normé	Rang	Départements	Académies	IDS 2000	IDS normé	Rang
Ain	Lyon	122,12	101,67	29	Marne	Reims	121,64	101,27	31
Aisne	Amiens	125,84	104,77	18	Haute-Marne	Reims	124,62	103,75	20
Allier	Clermont-Ferrand	111,00	92,41	69	Mayenne	Nantes	111,83	93,10	64
Alpes-de-Hte-Provence	Aix-Marseille	102,67	85,48	91	Meurthe-et-Moselle	Nancy-Metz	118,56	98,71	46
Hautes-Alpes	Aix-Marseille	102,13	85,03	94	Meuse	Nancy-Metz	113,49	94,48	59
Alpes-Maritimes	Nice	115,38	96,06	54	Morbihan	Rennes	104,03	86,61	86
Ardèche	Grenoble	115,90	96,49	50	Moselle	Nancy-Metz	133,26	110,94	6
Ardennes	Reims	135,06	112,45	4	Nièvre	Dijon	115,42	96,09	53
Ariège	Toulouse	112,59	93,74	61	Nord	Lille	138,22	115,07	3
Aube	Reims	130,29	108,47	10	Oise	Amiens	123,34	102,68	25
Aude	Montpellier	111,15	92,53	67	Orne	Caen	125,90	104,82	17
Aveyron	Toulouse	103,17	85,90	90	Pas-de-Calais	Lille	126,41	105,24	14
Bouches-du-Rhône	Aix-Marseille	126,43	105,26	13	Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	116,24	96,78	49
Calvados	Caen	113,97	94,88	58	Pyrénées-Atlantiques	Bordeaux	107,72	89,68	75
Cantal	Clermont-Ferrand	102,65	85,46	92	Hautes-Pyrénées	Toulouse	102,10	85,00	95
Charente	Poitiers	111,91	93,17	63	Pyrénées-Orientales	Montpellier	118,55	98,70	47
Charente-Maritime	Poitiers	105,37	87,73	79	Bas-Rhin	Strasbourg	123,52	102,83	24
Cher	Orléans-Tours	122,00	101,57	30	Haut-Rhin	Strasbourg	133,35	111,02	5
Corrèze	Limoges	110,64	92,11	70	Rhône	Lyon	131,45	109,44	7
Côte-d'Or	Dijon	111,68	92,98	65	Saône	Besançon	121,14	100,85	34
Côtes-d'Armor	Rennes	103,96	86,55	87	Saône-et-Loire	Dijon	126,07	104,96	15
Creuse	Limoges	103,20	85,92	89	Sarthe	Nantes	115,35	96,04	55
Dordogne	Bordeaux	108,21	90,09	74	Savoie	Grenoble	111,14	92,53	68
Doubs	Besançon	120,25	100,11	37	Haute-Savoie	Grenoble	119,84	99,78	38
Drôme	Grenoble	119,29	99,31	40	Seine	Paris	122,57	102,04	28
Eure	Rouen	119,23	99,26	41	Seine-Maritime	Rouen	123,03	102,43	26
Eure-et-Loir	Orléans-Tours	121,53	101,18	33	Seine-et-Marne	Créteil	114,19	95,07	57
Finistère	Rennes	103,95	86,54	88	Yvelines	Versailles	116,54	97,03	48
Corse-du-Sud	Corse	120,56	100,37	36	Deux-Sèvres	Poitiers	105,17	87,56	81
Haute-Corse	Corse	130,80	108,90	8	Somme	Amiens	127,81	106,41	12
Gard	Montpellier	124,23	103,43	23	Tarn	Toulouse	112,39	93,57	62
Haute-Garonne	Toulouse	106,11	88,34	78	Tarn-et-Garonne	Toulouse	119,01	99,08	42
Gers	Toulouse	101,50	84,50	96	Var	Nice	115,04	95,78	56
Gironde	Bordeaux	113,48	94,48	60	Vaucluse	Aix-Marseille	140,52	116,99	2
Hérault	Montpellier	118,74	98,86	43	Vendée	Nantes	105,18	87,57	80
Ille-et-Vilaine	Rennes	107,26	89,30	76	Vienne	Poitiers	104,41	86,93	84
Indre	Orléans-Tours	108,53	90,35	73	Haute-Vienne	Limoges	111,29	92,65	66
Indre-et-Loire	Orléans-Tours	107,19	89,24	77	Vosges	Nancy-Metz	120,58	100,39	35
Isère	Grenoble	121,60	101,24	32	Yonne	Dijon	127,85	106,44	11
Jura	Besançon	118,60	98,74	44	Territoire de Belfort	Besançon	130,70	108,82	9
Landes	Bordeaux	104,56	87,05	83	Essonne	Versailles	115,71	96,33	51
Loir-et-Cher	Orléans-Tours	118,56	98,71	45	Hauts-de-Seine	Versailles	122,72	102,17	27
Loire	Lyon	124,61	103,75	21	Seine-Saint-Denis	Créteil	157,33	130,98	1
Haute-Loire	Clermont-Ferrand	104,34	86,86	85	Val-de-Marne	Créteil	124,41	103,57	22
Loire-Atlantique	Nantes	109,38	91,06	71	Val-d'Oise	Versailles	125,96	104,86	16
Loiret	Orléans-Tours	125,69	104,64	19	<b>France métropolitaine</b>		<b>120,11</b>		
Lot	Toulouse	102,49	85,33	93	Guadeloupe	Guadeloupe	95,76		
Lot-et-Garonne	Bordeaux	119,49	99,48	39	Guyane	Guyane	136,39		
Lozère	Montpellier	104,63	87,11	82	Martinique	Martinique	95,2		
Maine-et-Loire	Nantes	115,68	96,31	52	La Réunion	La Réunion	108,16		
Manche	Caen	108,86	90,63	72					

Les sorties d'établissements touchent pour l'essentiel des académies de l'Ouest, tandis qu'entrent de nombreux établissements dans les agglomérations des grandes villes. Parmi les établissements en ZEP, la part de ceux qui se trouvent en zone rurale a diminué de moitié, alors qu'elle augmente significativement pour les implantations en centre ville et davantage encore en banlieue.

7 329 écoles et 1 224 établissements du second degré, parmi lesquels 1 053 collèges, se trouvent dans une structure d'éducation prioritaire. Ces chiffres s'entendent pour la France entière (métropole et DOM)<sup>2</sup>, et sont déclinés dans le tableau 5. Les sept huitièmes sont en REP. 5 036 écoles et 836 établissements du second degré sont à la fois en ZEP et en REP. Environ 86 % des établissements qui sont sortis de ZEP à la rentrée 1999 font partie d'un REP.

842 établissements qui étaient en ZEP à la rentrée 1997 ne le sont plus en 1999. Environ 10 % de ces sorties correspondent à des cessations d'existence autonome par fermeture ou fusion. Les académies en tête pour les sorties de ZEP sont Bordeaux (180), Toulouse (96) et Nantes (89). À l'opposé, au sein des 1 830 établissements rentrant en ZEP aux rentrées 1998 et 1999, les académies de tête sont Créteil<sup>3</sup> (443), Versailles (265) et Lille (261). Dans les deux sens, trois académies rendent compte de la moitié du flux total observé, détaillé dans le tableau 6. On obtient le même résultat en raisonnant en nombre de zones, à ceci près qu'Amiens passe devant Versailles pour les créations de ZEP. Cette dernière comparaison n'a qu'un caractère indicatif, compte tenu de l'apparition des REP<sup>4</sup>. La corrélation avec la proportion d'établissements déjà en ZEP est assez faible : en effet, dans des académies comme Rouen ou Aix-Marseille, où le nombre d'établissements en ZEP était déjà élevé, les mouvements sont d'ampleur nettement plus faible qu'à Versailles ou à Lille, pourtant comparables. Autre différence : dans les DOM, qui ont une proportion d'établissements en ZEP nettement supérieure à ce qu'elle est en moyenne en métropole, les changements portent sur des nombres de zones bien moins importants que ceux qui concernent les établissements.

## □ DES DISPARITÉS QUE CONTRIBUE À EXPLIQUER LE TYPE DE COMMUNE EN TERMES DE TISSU URBAIN

Les contrastes entre évolutions départementales ou académiques reçoivent un début d'explication lorsque l'on différencie les établissements en fonction d'une typologie simple de leur commune d'implanta-

tion. On distingue, parmi les communes, celles qui sont de type rural, urbain isolé, de centre ville et de banlieue. Entre les rentrées 1998 et 1999, les proportions d'établissements qui se trouvent dans chaque type de commune n'ont que marginalement varié. Il en va tout autrement si l'on considère les seuls établissements en ZEP (tableaux 7, 8, 9).

S'agissant de la France métropolitaine, la part des établissements de ZEP en zone rurale est ainsi passée de 14,9 % en 1998 à 5,9 % en 1999 ; en banlieue, elle croît de 31,7 % à 38,2 %. Respectivement, 5,9 % et 38,4 % des établissements du second degré en ZEP se trouvaient en zone rurale et en banlieue en 1998 ; ces parts sont maintenant de 2,5 % et 41,7 % (tableau 10).

### Des sorties plutôt en zone rurale

Sur l'ensemble du territoire, 1 % des établissements sortent de ZEP entre 1997 et 1999 ; la majorité d'entre eux passe en REP. Les chiffres concernant les écoles et les collèges sont fort proches. L'examen au niveau départemental ou même académique permet de constater, en revanche, d'importantes disparités. Dans une majorité d'académies (25 sur 30), la proportion d'écoles sortant de ZEP est supérieure à celle de collèges sortant de ZEP. Cela ne signifie pas qu'il en soit ainsi dans tous les départements d'une même académie. À titre d'exemple, si l'académie de Grenoble a des proportions de sortants de 1,6 % et 2,0 % respectivement, on y trouve des départements où les couples de taux (premier degré ; second degré) valent 1,4 % ; 3,1 % et 3,6 % ; 0,2 %.

Une évolution nette apparaît dans le premier degré, du moins pour la métropole : 67,2 % des écoles qui sortent de ZEP sont rurales. La situation est plus nuancée dans le second degré : 35,4 % des sortants sont en zone rurale et 31,7 % en banlieue urbaine. Ces chiffres incluent les fermetures et fusions.

#### NOTES

2. Il en sera ainsi dans l'ensemble de l'article, sauf mention explicite du contraire.

3. Ces entrées ont eu lieu autant en 1998 qu'en 1999.

4. Voir encadré.

**TABLEAU 5 – Nombres d'écoles et d'établissements du second degré en éducation prioritaire par académie - Comparaison entre les rentrées 1997 et 1999**

(France métropolitaine + DOM, Public)

	Rentrée 1997						Rentrée 1999						Évolution					
	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général
Aix-Marseille	316	44	2	10	56	372	434	68	3	22	93	527	118	24	1	12	37	155
Amiens	213	28		3	31	244	313	39		6	45	358	100	11	0	3	14	114
Besançon	90	20			20	110	118	26		3	29	147	28	6	0	3	9	37
Bordeaux	382	37	3	5	45	427	434	43	3	5	51	485	52	6	0	0	6	58
Caen	59	11			11	70	72	14		1	15	87	13	3	0	1	4	17
Clermont-Ferrand	71	6			6	77	90	19		2	21	111	19	13	0	2	15	34
Corse	55	5			5	60	55	5			5	60	0	0	0	0	0	0
Créteil	279	48		6	54	333	700	117	3	8	128	828	421	69	3	2	74	495
Dijon	197	30		4	34	231	242	32		5	37	279	45	2	0	1	3	48
Grenoble	182	28	2	8	38	220	271	44	1	8	53	324	89	16	-1	0	15	104
Lille	553	77		1	78	631	809	112			112	921	256	35	0	-1	34	290
Limoges	49	5		1	6	55	53	5		1	6	59	4	0	0	0	0	4
Lyon	253	37		21	58	311	339	51	2	22	75	414	86	14	2	1	17	103
Montpellier	136	20		3	23	159	201	27		3	30	231	65	7	0	0	7	72
Nancy-Metz	226	29			29	255	285	34	1	3	38	323	59	5	1	3	9	68
Nantes	213	26			26	239	227	31			31	258	14	5	0	0	5	19
Nice	67	9			9	76	98	13	1	2	16	114	31	4	1	2	7	38
Orléans-Tours	155	23			23	178	229	38		3	41	270	74	15	0	3	18	92
Paris	176	21			21	197	210	31			31	241	34	10	0	0	10	44
Poitiers	81	13			13	94	89	13			13	102	8	0	0	0	0	8
Reims	125	23	2	4	29	154	179	30	2	4	36	215	54	7	0	0	7	61
Rennes	115	17			17	132	144	20			20	164	29	3	0	0	3	32
Rouen	220	46	3	7	56	276	274	56		9	65	339	54	10	-3	2	9	63
Strasbourg	75	15	1	1	17	92	106	19	1		20	126	31	4	0	-1	3	34
Toulouse	183	18		1	19	202	256	27	1	3	31	287	73	9	1	2	12	85
Versailles	316	43	21	16	80	396	706	87	24	14	125	831	390	44	3	-2	45	435
<b>France métropolitaine</b>	<b>4 787</b>	<b>679</b>	<b>34</b>	<b>91</b>	<b>804</b>	<b>5 591</b>	<b>6 934</b>	<b>1 001</b>	<b>42</b>	<b>124</b>	<b>1 167</b>	<b>8 101</b>	<b>2 147</b>	<b>322</b>	<b>8</b>	<b>33</b>	<b>363</b>	<b>2 510</b>
Guadeloupe	23	4	1		5	28	92	14	1		15	107	69	10	0	0	10	79
Guyane	66	7	1		8	74	64	7	1		8	72	-2	0	0	0	0	-2
Martinique	71	10	2	1	13	84	98	14	1		15	113	27	4	-1	-1	2	29
La Réunion	131	15		2	17	148	141	17		2	19	160	10	2	0	0	2	12
<b>DOM</b>	<b>291</b>	<b>36</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>43</b>	<b>334</b>	<b>395</b>	<b>52</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>57</b>	<b>452</b>	<b>104</b>	<b>16</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>14</b>	<b>118</b>
<b>France métr. + DOM</b>	<b>5 078</b>	<b>715</b>	<b>38</b>	<b>94</b>	<b>847</b>	<b>5 925</b>	<b>7 329</b>	<b>1 053</b>	<b>45</b>	<b>126</b>	<b>1 224</b>	<b>8 553</b>	<b>2 251</b>	<b>338</b>	<b>7</b>	<b>32</b>	<b>377</b>	<b>2 628</b>

**TABLEAU 6 – Écoles ou établissements du second degré sortant ou entrant en ZEP - Comparaison entre les rentrées 1997 et 1999**

(France métropolitaine + DOM, Public)

	Sortis de ZEP à la rentrée 1999						Entrés en ZEP après la rentrée 1997							
	Nombre total		Encore ouverts (1)		Hors REP		En REP		Nombre total		Hors REP		En REP	
	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré
Aix-Marseille	42	4	36	4	12	1	24	3	43	21			43	21
Amiens	6								49	10			49	10
Besançon	5								13	1			13	1
Bordeaux	166	14	160	14	2		158	14	18	2	18	2		
Caen	3								14	2	4		10	2
Clermont-Ferrand	5		2				2		1	2			1	2
Corse														
Créteil	2								378	65			378	65
Dijon	21	1	11	1	11	1			36	2			36	2
Grenoble	6	6	3	6	1	1	2	5	59	6			59	6
Lille	45	4	33	4	3	1	30	3	237	24			237	24
Limoges	10		7				7		4				4	
Lyon	17	1							39	3			39	3
Montpellier	3								51	4			51	4
Nancy-Metz	61	3	47	3	47	3			46	4			46	4
Nantes	80	9	68	9	46	5	22	4	40	5			40	5
Nice	1								18	3			18	3
Orléans-Tours	24	1	21	1	3	1	18		46	14			46	14
Paris	20	3	19	3	19	3			27	5			27	5
Poitiers	4	1	2	1	2	1			6		6			
Reims	11	5	5	5			5	5	57	7			57	7
Rennes	73	9	72	9			72	9	12	1	12	1		
Rouen	34	13	28	13	27	12	1	1	81	13			81	13
Strasbourg	3	2		1				1	34	4			34	4
Toulouse	89	7	82	7	32	2	50	5	17	3	17	3		
Versailles	8	3							232	33		3	232	30
<b>France métropolitaine</b>	<b>739</b>	<b>86</b>	<b>596</b>	<b>81</b>	<b>205</b>	<b>31</b>	<b>391</b>	<b>50</b>	<b>1 558</b>	<b>234</b>	<b>57</b>	<b>9</b>	<b>1 501</b>	<b>225</b>
Guadeloupe	5	1	5	1	5	1			12	2	8	1	4	1
Guyane	3								1		1			
Martinique	4	2		2		2			8	1	8	1		
La Réunion	2								12	2	12	2		
<b>DOM</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>5</b>	<b>29</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
<b>France métro. + DOM</b>	<b>753</b>	<b>89</b>	<b>601</b>	<b>84</b>	<b>210</b>	<b>34</b>	<b>391</b>	<b>50</b>	<b>1 591</b>	<b>239</b>	<b>86</b>	<b>13</b>	<b>1 505</b>	<b>226</b>

(1) Encore ouverts à la rentrée 1999.

Rappel : les unités annexes (SEGPA, SET, SEP,...) rattachées aux EPLE en ZEP sont *de facto* en ZEP.

**TABLEAU 7 – Écoles ou établissements du second degré à la rentrée 1999 selon le type de commune d'implantation et l'appartenance à une ZEP, et comparaison avec la rentrée 1997**

(France métropolitaine, Public)

Nombres d'établissements	Tous établissements en 1999			En REP en 1999			En REP et restés hors ZEP			En REP et restés en ZEP			En REP et entrés en ZEP			En REP et sortis de ZEP		
	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total
Type de commune																		
Commune rurale	23 342	909	24 251	760	59	819	176	16	192	175	14	189	36	4	40	373	25	398
Commune ville isolée	3 628	1 103	4 731	268	71	339	75	21	96	120	31	151	52	10	62	21	9	30
Commune centre agglomération	12 043	3 386	15 429	2 963	521	3 484	291	69	360	2 031	344	2 375	580	89	669	61	19	80
Commune de banlieue	13 297	2 098	15 395	2 371	399	2 770	295	45	340	1 207	221	1 428	833	122	955	36	11	47
<b>Total</b>	<b>52 310</b>	<b>7 496</b>	<b>59 806</b>	<b>6 362</b>	<b>1 050</b>	<b>7 412</b>	<b>837</b>	<b>151</b>	<b>988</b>	<b>3 533</b>	<b>610</b>	<b>4 143</b>	<b>1 501</b>	<b>225</b>	<b>1 726</b>	<b>491</b>	<b>64</b>	<b>555</b>
Proportions d'établissements	Tous établissements en 1999			En REP en 1999			En REP et restés hors ZEP			En REP et restés en ZEP			En REP et entrés en ZEP			En REP et sortis de ZEP		
Type de commune	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total
Commune rurale	44,6	12,1	40,6	11,9	5,6	11,0	21,0	10,6	19,4	4,9	2,3	4,6	2,4	1,8	2,3	76,0	39,0	71,7
Commune ville isolée	7,0	14,7	7,9	4,2	6,8	4,6	9,0	13,9	9,7	3,4	5,1	3,6	3,5	4,4	3,6	4,3	14,1	5,4
Commune centre agglomération	23,0	45,2	25,8	46,6	49,6	47,0	34,8	45,7	36,4	57,5	56,4	57,3	38,6	39,6	38,8	12,4	29,7	14,4
Commune de banlieue	25,4	28,0	25,7	37,3	38,0	37,4	35,2	29,8	34,4	34,2	36,2	34,5	55,5	54,2	55,3	7,3	17,2	8,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU 8 – Nombres de ZEP et de REP selon l'implantation de leurs établissements à la rentrée 1999**

(France métropolitaine, Public)

	ZEP		REP		ZEP (rentrée 1997)		ZEP (rentrée 1998)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commune rurale	14	2,1	34	4,5	31	5,8	31	5,7
Commune ville isolée	30	4,5	26	3,4	27	5,1	27	5,0
Commune centre agglomération	322	48,6	293	38,6	244	46,0	257	47,3
Commune de banlieue	221	33,3	304	40,1	152	28,7	154	28,4
Commune « mixte »	76	11,5	102	13,4	76	14,3	74	13,6
<b>Total</b>	<b>663</b>	<b>100,0</b>	<b>759</b>	<b>100,0</b>	<b>530</b>	<b>100,0</b>	<b>543</b>	<b>100,0</b>

(France métropolitaine + DOM, Public)

	ZEP		REP		ZEP (rentrée 1997)		ZEP (rentrée 1998)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commune rurale	16	2,3	35	4,5	33	5,9	33	5,8
Commune ville isolée	51	7,3	33	4,3	46	8,2	46	8,1
Commune centre agglomération	326	46,9	295	38,3	246	44,1	259	45,4
Commune de banlieue	221	31,8	304	39,5	152	27,2	154	27,0
Commune « mixte »	81	11,7	103	13,4	81	14,5	79	13,8
<b>Total</b>	<b>695</b>	<b>100,0</b>	<b>770</b>	<b>100,0</b>	<b>558</b>	<b>100,0</b>	<b>571</b>	<b>100,0</b>

### Des entrées plutôt en banlieue

Si le nombre d'établissements entrant en ZEP à la rentrée 1999 s'élève au plan national à 3 % du nombre total d'établissements à la rentrée 1997, on observe autant de disparités dans les taux d'entrée que dans ceux de sortie, tant entre académies qu'entre départements d'une même académie. Toutefois, contrairement aux sorties, on peut remarquer qu'il y a autant d'académies où, en proportion, les entrées d'écoles sont supérieures à celles de collèges que d'académies où la situation est inverse. Par ailleurs, un bon exemple de disparités intra-académiques est fourni par l'académie de Reims : les proportions d'entrées y valent 3,3 % dans le premier et le second degré, mais on y trouve des couples de taux départementaux (premier degré ; second degré) tels que 1,4 % ; 2,7 % et 8,0 % ; 6,3 %.

Parmi les établissements métropolitains du premier degré entrant en ZEP en 1999, 45,4 % sont en centre-ville et 48,4 % en banlieue. Les chiffres correspondants pour le second degré valent tous deux 46,5 %.

### DES ZEP DONT LA TAILLE DIMINUE LÉGÈREMENT

Près de la moitié des 695 ZEP comportent entre 5 et 11 établissements. 42 seulement englobent plus de 20 établissements ; elles se situent en majorité dans la région parisienne. 62 ZEP ont 3 établissements ou moins ; pour une académie donnée, elles représentent au plus le tiers des zones de cette académie. En dehors de la région parisienne, les ZEP regroupent le plus fré-

quemment entre 4 et 8 établissements. Si le nombre moyen d'établissements par ZEP a légèrement diminué, passant en dessous de 10, cela est imputable en majorité au fait qu'il y a création importante de zones à peu d'établissements. Ainsi, le nombre de ZEP de 5 établissements ou moins a augmenté de 45 par rapport à la rentrée 1997 ; celui des zones qui comptent entre 6 et 8 établissements a, quant à lui, crû de 37 (tableau 11). La vocation des REP à constituer un cadre de pilotage plus naturel fait que l'étude de leur taille mérite plus d'attention et acquiert une plus grande pertinence.

Si la majorité des REP englobent une ZEP qui en constitue le noyau, de nombreuses autres configurations, parfois fort complexes, existent, en particulier dans les DOM. Trois académies, dont deux outre-mer, n'ont pas mis en place de REP.

Comme dans les ZEP, la prise en compte du type de commune d'implantation des établissements (urbain, rural) permet d'expliquer pour une large part certaines disparités observées ; mais elle doit pour cela être croisée avec le passage en ou hors ZEP de ceux-ci.

### DES STRUCTURES DE TAILLES TRÈS VARIABLES

La moitié des 770 REP compte plus de 8 établissements ; 170 d'entre eux en comptent 13 ou plus, dont 29 seulement comptent plus de 20 établissements (tableau 11). À l'inverse, 43 REP seulement comportent 3 établissements ou moins ; la moitié d'entre eux se répartit entre les académies de Créteil, Lille et Reims. De manière générale, la répartition des tailles peut

**TABLEAU 9 – Écoles ou établissements du second degré en ZEP  
selon le type de commune - Comparaison entre les rentrées 1997 et 1999**

(France métropolitaine, Public)

Nombres d'établissements	En ZEP en 1997			Sortis de ZEP en 1999			Entrés en ZEP en 1999			En ZEP en 1999			Tous établissements en 1999		
	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total
Commune rurale	749	50	799	459	30	489	39	4	43	329	24	353	23 342	909	24 251
Commune ville isolée	220	53	273	47	12	59	55	10	65	228	51	279	3 628	1 103	4 731
Commune centre agglomération	2 437	414	2 851	151	28	179	619	94	713	2 905	480	3 385	12 043	3 386	15 429
Commune de banlieue	1 381	287	1 668	82	16	98	845	126	971	2 144	397	2 541	13 297	2 098	15 395
<b>Total</b>	<b>4 787</b>	<b>804</b>	<b>5 591</b>	<b>739</b>	<b>86</b>	<b>825</b>	<b>1 558</b>	<b>234</b>	<b>1 792</b>	<b>5 606</b>	<b>952</b>	<b>6 558</b>	<b>52 310</b>	<b>7 496</b>	<b>59 806</b>

Proportions d'établissements	En ZEP en 1997			Sortis de ZEP en 1999			Entrés en ZEP en 1999			En ZEP en 1999			Tous établissements en 1999		
	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	Total
Commune rurale	15,6	6,2	14,3	62,1	34,9	59,3	2,5	1,7	2,4	5,9	2,5	5,4	44,6	12,1	40,6
Commune ville isolée	4,6	6,6	4,9	6,4	14,0	7,1	3,5	4,3	3,6	4,1	5,4	4,3	7,0	14,7	7,9
Commune centre agglomération	50,9	51,5	51,0	20,4	32,6	21,7	39,7	40,2	39,8	51,8	50,4	51,6	23,0	45,2	25,8
Commune de banlieue	28,9	35,7	29,8	11,1	18,6	11,9	54,3	53,8	54,2	38,2	41,7	38,7	25,4	28,0	25,7
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU 10 – Proportions d'établissements entrés en ou sortis de ZEP selon le type de commune**

(France métropolitaine, Public)

Type de commune	Tous établissements				En ZEP				Sortis de ZEP en 1999		Entrés en ZEP en 2000	
	1 <sup>er</sup> degré		2 <sup>nd</sup> degré		1 <sup>er</sup> degré		2 <sup>nd</sup> degré		1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré	1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>nd</sup> degré
	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999				
Commune rurale	44,8	44,6	12,1	12,1	14,9	5,9	5,9	2,5	67,2	35,4	2,5	2,0
Commune ville isolée	6,9	6,9	14,7	14,7	4,4	4,1	6,2	5,4	6,0	13,4	3,7	5,1
Commune centre agglomération	23,0	23,0	45,2	45,2	49,0	51,8	49,5	50,4	17,4	31,7	45,4	46,5
Commune de banlieue	25,3	25,4	27,9	28,0	31,7	38,2	38,4	41,7	9,4	19,5	48,4	46,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>								

**TABLEAU 11 – Nombres de REP selon le nombre d'établissements par académie à la rentrée 1999**

(France métropolitaine + DOM, Public)

	Nombre total de REP	Nombre de REP selon leur nombre d'établissements					
		De 1 à 3	De 4 à 5	De 6 à 8	De 9 à 12	De 13 à 19	20 et plus
Aix-Marseille	50	1	6	10	18	15	-
Amiens	22	-	1	6	5	5	5
Besançon	24	2	11	8	2	1	-
Bordeaux	17	1	1	3	4	7	1
Caen	3	-	0	-	1	2	-
Clermont-Ferrand	7	-	0	1	-	4	2
Corse	0	-	0	-	-	0	-
Créteil	107	8	32	32	23	10	2
Dijon	22	-	4	5	6	5	2
Grenoble	24	-	2	5	7	6	4
Lille	112	10	14	42	36	9	1
Limoges	5	-	0	1	2	2	-
Lyon	40	-	2	11	18	9	-
Montpellier	23	-	2	10	4	6	1
Nancy-Metz	35	3	4	10	11	7	-
Nantes	31	3	5	10	7	6	-
Nice	10	-	1	1	4	4	-
Orléans-Tours	33	1	8	13	6	5	-
Paris	20	-	0	4	7	8	1
Poitiers	2	1	1	-	-	0	0
Reims	24	5	1	7	5	5	1
Rennes	12	1	1	6	2	2	0
Rouen	25	4	1	2	5	9	4
Strasbourg	17	-	3	6	8	0	0
Toulouse	13	1	1	4	4	1	2
Versailles	81	2	6	29	29	12	3
<b>France métropolitaine</b>	<b>759</b>	<b>43</b>	<b>107</b>	<b>226</b>	<b>214</b>	<b>140</b>	<b>29</b>
Guadeloupe	8	-	2	1	4	1	0
Guyane	0	-	0	-	-	0	0
Martinique	3	-	0	1	2	0	0
La Réunion	0	-	0	-	-	0	0
<b>DOM</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>France métr. + DOM</b>	<b>770</b>	<b>43</b>	<b>109</b>	<b>228</b>	<b>220</b>	<b>141</b>	<b>0</b>

différer fortement d'une académie à l'autre. Dans l'académie de Créteil, les REP sont d'autant plus nombreux qu'ils sont plus petits ; la situation est pratiquement inverse dans l'académie d'Aix-Marseille. Un profil intermédiaire tel que celui de l'académie de Nancy-Metz est toutefois le plus fréquent. La part des REP de 13 établissements et plus est généralement plus élevée dans les académies à dominante rurale, alors que ces REP sont eux-mêmes plutôt de nature urbaine ou périurbaine. Ce fait est à relier au fait que si, dans les centres-ville et en banlieue, il s'est créé des ZEP et des REP autour de toutes les ZEP, le nombre de ZEP entièrement rurales a fortement baissé entre les rentrées 1998 et 1999 (14 contre 31) et il est apparu 34 REP ruraux.

### □ EN GÉNÉRAL, UN REP ENGLOBE UNE ZEP...

C'est le cas de 634 d'entre eux (82 %), regroupant 5 124 écoles et 866 établissements du second degré. Dans certaines académies, telles Montpellier ou Rouen, c'est même le seul cas de figure représenté. Toutefois, 31 REP sont à cheval sur plusieurs ZEP : 8 académies contiennent de telles configurations, celle d'Amiens renfermant 12 des 31 REP considérés. Il existe même 2 REP comprenant des établissements de deux départements voisins ; aucune ZEP n'est dans ce cas.

105 REP ne sont associés<sup>5</sup> à aucune ZEP. C'est le cas de 10 sur les 11 des DOM. Peu d'académies n'en contiennent pas, mais 3 académies de l'Ouest contiennent 42 des 95 REP de métropole à être dans ce cas. Dans 2 d'entre elles, tous les REP ont cette particularité. Dans ces REP, le ratio écoles/établissements du second degré y est plutôt supérieur à ce qu'il est dans l'ensemble des REP de la même académie. Il peut s'agir de la traduction du maintien d'un maillage de proximité dans le premier degré associé à un habitat de faible densité.

Alors que 7,6 % des ZEP ne comportent pas d'établissements du second degré (soit une progression de 1,5 points par rapport à la rentrée précédente), ce n'est le cas que de 3 % des REP. Dans certains cas, ceci traduit le souhait de ne pas placer ou conserver un collège ou un

lycée en ZEP tout en le maintenant dans une structure d'éducation prioritaire, donc en REP.

### □ ... MAIS LES REP PERMETTENT PARFOIS UNE PARTITION DES ZEP

Une lecture littérale de la circulaire de 1999 pourrait laisser penser que les ZEP sont des entités d'allocations de moyens pour lutter contre l'échec scolaire, alors que les REP sont des unités de mutualisation des moyens et de réenracinement de l'école dans le tissu social. De ceci résulterait la nécessité de structures de pilotage différentes, avec des enjeux différents, pour des établissements qui se trouvent dans les deux types de structure. Un schéma aussi simpliste ne peut que subir des infléchissements importants lors de sa mise en œuvre. Les réalités du terrain et les spécificités académiques ou locales mènent à une moindre différenciation des rôles. Les relations atypiques entre ZEP et REP peuvent davantage résulter d'une gestion spécifique des immatriculations d'établissement que d'un mode de travail réellement différent.

545 des 695 ZEP sont associées à un seul REP, dont elles constituent en général un sous-ensemble strict (tableau 12). Ceci est vrai dans 20 académies de métropole ; toutefois, il en existe 4 où les REP et les ZEP coexistent séparément, une où les recouvrements sont complexes et une sans REP.

56 ZEP sont à cheval sur plusieurs REP, concrétisant le fait que « *le réseau d'éducation prioritaire permet de diviser les trop grandes ZEP en réseaux à taille humaine* ». Cette configuration ne se rencontre qu'en région parisienne. L'académie de Créteil est la seule où les REP de plus petite taille sont les plus nombreux.

Par ailleurs, 94 ZEP ne sont associées à aucun REP. En métropole, elles se concentrent dans 6 académies, dont 5 ne comportent aucun établissement à la fois en REP et en ZEP. Dans les DOM, 31 ZEP sur 32 ne sont pas associées à un REP ; là encore, ceci s'explique par l'absence d'intersection entre REP et ZEP ailleurs qu'en Guadeloupe.

### □ LES REP ACCUEILLEN LES ÉTABLISSEMENTS SORTANT DE ZEP

Sur les 575 écoles qui étaient sorties de ZEP à la rentrée 1999, 497 (soit 86 %) sont en REP. Ce rapport est analogue pour les établissements du second degré (65 sur 82). Les autres établissements sont très inéga-

#### NOTES

5. Un REP est associé à une ZEP dès lors qu'il en contient un établissement. La même définition vaut également en sens inverse.

6. Ce terme générique rassemble les zones d'éducation prioritaire (ZEP) et les réseaux d'éducation prioritaire (REP).

**TABLEAU 12 – Nombres de ZEP selon le nombre d'établissements à la rentrée 1999**  
(France métropolitaine + DOM, Public)

	Nombre de ZEP à la rentrée 1999	Variation par rapport à la rentrée 1998	Nombre de ZEP selon le nombre d'établissements							
			De 1 à 5	Variation	De 6 à 8	Variation	De 9 à 12	Variation	13 et plus	Variation
Aix-Marseille	40	2	7	-4	7	1	15	5	11	0
Amiens	41	19	15	14	12	5	10	3	4	-3
Besançon	19	1	10	0	7	0	1	0	1	1
Bordeaux	22	-12	2	-3	2	-4	9	2	9	-7
Caen	10	2	1	0	5	1	3	1	1	0
Clermont-Ferrand	6	0	-	-	1	0	1	0	4	0
Corse	6	0	1	0	1	0	2	0	2	0
Créteil	57	31	12	11	7	4	13	4	25	12
Dijon	22	2	7	2	5	-2	6	3	4	-1
Grenoble	27	6	6	1	6	1	7	3	8	1
Lille	97	33	23	13	37	11	21	5	16	4
Limoges	4	-1	-	-	-	-	2	1	2	0
Lyon	35	4	2	1	9	0	18	2	6	1
Montpellier	23	7	4	-1	10	6	3	1	6	1
Nancy-Metz	32	0	8	-3	14	4	8	2	2	-3
Nantes	27	3	7	1	11	6	8	1	1	-5
Nice	11	3	3	1	2	1	4	0	2	1
Orléans-Tours	30	8	10	3	12	5	6	0	2	0
Paris	14	0	2	2	1	-1	1	-1	10	0
Poitiers	11	-1	2	-1	3	-1	5	1	1	0
Reims	23	5	7	1	5	0	6	3	5	1
Rennes	8	-5	2	0	1	-3	5	1	-	-
Rouen	25	4	6	1	3	1	4	0	12	2
Strasbourg	17	4	3	0	7	2	7	2	-	-
Toulouse	12	-7	1	-4	2	-1	5	-1	4	-1
Versailles	44	12	8	2	6	-3	12	8	18	5
<b>France métropolitaine</b>	<b>663</b>	<b>120</b>	<b>149</b>	<b>37</b>	<b>176</b>	<b>33</b>	<b>182</b>	<b>46</b>	<b>156</b>	<b>9</b>
Guadeloupe	4	1	2	2	-	-	1	1	1	0
Guyane	4	0	-	-	-	-	2	0	2	0
Martinique	5	1	-	-	1	1	2	0	2	0
La Réunion	19	2	4	0	9	2	3	0	3	0
<b>DOM</b>	<b>32</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
<b>France métr. + DOM</b>	<b>695</b>	<b>124</b>	<b>155</b>	<b>39</b>	<b>186</b>	<b>36</b>	<b>190</b>	<b>47</b>	<b>164</b>	<b>9</b>

Lecture - L'académie d'Aix-Marseille compte 2 ZEP de plus à la rentrée 1999 qu'en 1998, Toutefois, le nombre de ZEP comportant de 1 à 4 établissements y a diminué de 4, s'élevant actuellement à 7.

lement répartis d'un point de vue géographique : les académies de Nantes et Rouen comptent plus de la moitié des écoles sortant de ZEP qui restent ouvertes et n'entrent pas en REP. Symétriquement, à peine 7 % des établissements entrant en ZEP ne sont pas entrés en REP. En métropole, ils se concentrent dans 5 académies de l'Ouest.

Le type de commune d'implantation, qui distingue quatre formes de tissu urbain, ne permet pas à lui seul d'expliquer les proportions d'établissements en REP. On obtient des résultats plus intelligibles en combinant type de commune et « histoire ». Par ce dernier terme, on entend le fait qu'un établissement est resté en ou hors ZEP, ou est passé en ou hors ZEP. Ainsi, les trois quarts des écoles sortant de ZEP et se trouvant en REP sont rurales ; mais la part du rural est nettement moindre pour les autres catégories d'écoles en REP : 21 % parmi celles qui sont demeurées hors ZEP, 5 % et 2 % parmi celles qui sont restées ou entrées en ZEP. Dans le second degré, les

différences sont tout aussi importantes, mais la faiblesse des effectifs les rend moins significatives. On discerne un profil bien différent pour les établissements de banlieue : s'ils représentent la moitié des entrés en ZEP, ils ne sont que 8,45 % des sortis de ZEP ; la proportion est de 35 % environ dans les autres cas (restés en ZEP et restés hors ZEP).

## LES ÉLÈVES

Les écoles appartenant à une unité d'éducation prioritaire (UEP)<sup>6</sup> scolarisent plus d'un million d'élèves (17,9 %). Cette part passe à 14,2 % pour le second degré, ce qui représente près de 700 000 élèves. Ces moyennes recouvrent d'importantes disparités entre académies ou entre départements d'une même académie (tableaux 13 et 14).

**TABLEAU 13 – Nombres d'élèves des écoles et établissements  
du second degré en éducation prioritaire par académie - Comparaison entre les rentrées 1997 et 1999**

(France métropolitaine + DOM, Public)

	Rentrée 1997						Rentrée 1999						Évolution					
	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général
Aix-Marseille	43 332	25 305	2 819	4 281	32 405	75 737	58 364	38 211	4 048	10 148	52 407	110 771	15 032	12 906	1 229	5 867	20 002	35 034
Amiens	25 570	18 058		1 392	19 450	45 020	34 640	23 183		2 807	25 990	60 630	9 070	5 125	0	1 415	6 540	15 610
Besançon	10 464	9 682			9 682	20 146	14 021	12 287		1 058	13 345	27 366	3 557	2 605	0	1 058	3 663	7 220
Bordeaux	31 620	14 776	1 775	2 049	18 600	50 220	36 741	17 506	1 733	2 006	21 245	57 986	5 121	2 730	-42	-43	2 645	7 766
Caen	8 975	5 831			5 831	14 806	10 090	6 617		408	7 025	17 115	1 115	786	0	408	1 194	2 309
Clermont-Ferrand	7 513	2 666			2 666	10 179	10 184	8 962		996	9 958	20 142	2 671	6 296	0	996	7 292	9 963
Corse	6 885	2 554			2 554	9 439	6 628	2 756			2 756	9 384	-257	202	0	0	202	-55
Créteil	51 433	30 622		3 327	33 949	85 382	130 871	69 087	2 814	4 286	76 187	207 058	79 438	38 465	2 814	959	42 238	121 676
Dijon	16 874	15 716		1 677	17 393	34 267	20 245	15 980		2 050	18 030	38 275	3 371	264	0	373	637	4 008
Grenoble	22 258	15 404	2 237	3 018	20 659	42 917	31 992	23 698	1 014	2 905	27 617	59 609	9 734	8 294	-1 223	-113	6 958	16 692
Lille	80 135	42 345		575	42 920	123 055	111 794	59 983			59 983	171 777	31 659	17 638	0	-575	17 063	48 722
Limoges	3 599	2 498		344	2 842	6 441	3 879	2 340		299	2 639	6 518	280	-158	0	-45	-203	77
Lyon	35 562	21 370		7 651	29 021	64 583	46 546	27 915	1 650	7 741	37 306	83 852	10 984	6 545	1 650	90	8 285	19 269
Montpellier	19 020	11 886		1 796	13 682	32 702	27 887	16 368		1 794	18 162	46 049	8 867	4 482	0	-2	4 480	13 347
Nancy-Metz	24 384	15 543			15 543	39 927	30 216	17 707	1 268	1 209	20 184	50 400	5 832	2 164	1 268	1 209	4 641	10 473
Nantes	21 081	10 135			10 135	31 216	26 298	12 872			12 872	39 170	5 217	2 737	0	0	2 737	7 954
Nice	12 079	6 156			6 156	18 235	17 179	8 760	1 352	1 142	11 254	28 433	5 100	2 604	1 352	1 142	5 098	10 198
Orléans-Tours	20 840	10 841			10 841	31 681	29 726	18 254		1 491	19 745	49 471	8 886	7 413	0	1 491	8 904	17 790
Paris	36 318	10 144			10 144	46 462	42 752	14 837			14 837	57 589	6 434	4 693	0	0	4 693	11 127
Poitiers	9 044	6 458			6 458	15 502	9 660	6 201			6 201	15 861	616	-257	0	0	-257	359
Reims	16 506	13 921	1 498	1 586	17 005	33 511	21 656	16 304	1 476	1 550	19 330	40 986	5 150	2 383	-22	-36	2 325	7 475
Rennes	10 806	7 160			7 160	17 966	13 544	7 586			7 586	21 130	2 738	426	0	0	426	3 164
Rouen	32 694	25 683	1 969	4 489	32 141	64 835	39 396	30 372		6 419	36 791	76 187	6 702	4 689	-1 969	1 930	4 650	11 352
Strasbourg	13 534	8 523	414	294	9 231	22 765	19 438	11 431	285		11 716	31 154	5 904	2 908	-129	-294	2 485	8 389
Toulouse	15 478	5 734		287	6 021	21 499	20 038	9 434	484	783	10 701	30 739	4 560	3 700	484	496	4 680	9 240
Versailles	56 688	30 801	20 689	7 331	58 821	115 509	124 395	56 679	22 986	6 269	85 934	210 329	67 707	25 878	2 297	-1 062	27 113	94 820
<b>France métropolitaine</b>	<b>632 692</b>	<b>369 812</b>	<b>31 401</b>	<b>40 097</b>	<b>441 310</b>	<b>1 074 002</b>	<b>938 180</b>	<b>535 330</b>	<b>39 110</b>	<b>55 361</b>	<b>629 801</b>	<b>1 567 981</b>	<b>305 488</b>	<b>165 518</b>	<b>7 709</b>	<b>15 264</b>	<b>188 491</b>	<b>493 979</b>
Guadeloupe	5 686	2 151	742		2 893	8 579	14 869	8 807	848		9 655	24 524	9 183	6 656	106	0	6 762	15 945
Guyane	14 451	4 168	530		4 698	19 149	15 415	4 412	666		5 078	20 493	964	244	136	0	380	1 344
Martinique	11 868	5 433	1 394	186	7 013	18 881	17 908	9 029	1 023		10 052	27 960	6 040	3 596	-371	-186	3 039	9 079
La Réunion	27 633	12 796		2 221	15 017	42 650	30 050	14 587		2 293	16 880	46 930	2 417	1 791	0	72	1 863	4 280
<b>DOM</b>	<b>59 638</b>	<b>24 548</b>	<b>2 666</b>	<b>2 407</b>	<b>29 621</b>	<b>89 259</b>	<b>78 242</b>	<b>36 835</b>	<b>2 537</b>	<b>2 293</b>	<b>41 665</b>	<b>119 907</b>	<b>18 604</b>	<b>12 287</b>	<b>-129</b>	<b>-114</b>	<b>12 044</b>	<b>30 648</b>
<b>France métr. + DOM</b>	<b>692 330</b>	<b>394 360</b>	<b>34 067</b>	<b>42 504</b>	<b>470 931</b>	<b>1 163 261</b>	<b>1 016 422</b>	<b>572 165</b>	<b>41 647</b>	<b>57 654</b>	<b>671 466</b>	<b>1 687 888</b>	<b>324 092</b>	<b>177 805</b>	<b>7 580</b>	<b>15 150</b>	<b>200 535</b>	<b>524 627</b>

Rappel : les unités annexes (SEGPA, SET, SEP, ...) rattachées aux EPLE en ZEP (resp. REP) sont de facto en ZEP (resp. REP).

**TABLEAU 14 – Nombres d'élèves des écoles et établissements du second degré en ZEP par académie - Comparaison entre les rentrées 1997 et 1999**

(France métropolitaine + DOM, Public)

	Rentrée 1997						Rentrée 1999						Évolution						
	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	Écoles	Collèges	Lycées	LP	2 <sup>nd</sup> degré	Total général	
Aix-Marseille	43 332	25 305	2 819	4 281	32 405	75 737	46 367	30 483				88 687	3 035	5 178	1 229	3 508	9 915	12 950	
Amiens	25 570	18 058		1 392	19 450	45 020	29 618	21 883			2 312	24 195	53 813	4 048	3 825	0	920	4 745	8 793
Besançon	10 464	9 682			9 682	20 146	11 666	9 489				9 489	21 155	1 202	- 193	0	0	- 193	1 009
Bordeaux	31 620	14 776	1 775	2 049	18 600	50 220	23 986	10 931	1 733	2 006	14 670	38 656	- 7 634	- 3 845	- 42	- 43	- 3 930	- 11 564	
Caen	8 975	5 831			5 831	14 806	9 788	6 125			6 125	15 913	813	294	0	0	294	1 107	
Clermont-Ferrand	7 513	2 666			2 666	10 179	7 343	2 595		452	3 047	10 390	- 170	- 71	0	452	381	211	
Corse	6 885	2 554			2 554	9 439	6 628	2 756			2 756	9 384	- 257	202	0	0	202	- 55	
Créteil	51 433	30 622		3 327	33 949	85 382	122 652	64 036	1 455	4 286	69 777	192 429	71 219	33 414	1 455	959	35 828	107 047	
Dijon	16 874	15 716		1 677	17 393	34 267	17 255	15 393		1 610	17 003	34 258	381	- 323	0	- 67	- 390	- 9	
Grenoble	22 258	15 404	2 237	3 018	20 659	42 917	28 416	18 686	1 014	1 740	21 440	49 856	6 158	3 282	- 1 223	- 1 278	781	6 939	
Lille	80 135	42 345		575	42 920	123 055	104 171	52 496			52 496	156 667	24 036	10 151	0	- 575	9 576	33 612	
Limoges	3 599	2 498		344	2 842	6 441	3 534	2 340		299	2 639	6 173	- 65	- 158	0	- 45	- 203	- 268	
Lyon	35 562	21 370		7 651	29 021	64 583	38 544	21 880		6 726	28 606	67 150	2 982	510	0	- 925	- 415	2 567	
Montpellier	19 020	11 886		1 796	13 682	32 702	24 844	14 520		1 794	16 314	41 158	5 824	2 634	0	- 2	2 632	8 456	
Nancy-Metz	24 384	15 543			15 543	39 927	24 704	15 860			15 860	40 564	320	317	0	0	317	637	
Nantes	21 081	10 135			10 135	31 216	20 290	7 930			7 930	28 220	- 791	- 2 205	0	0	- 2 205	- 2 996	
Nice	12 079	6 156			6 156	18 235	14 919	7 940			7 940	22 859	2 840	1 784	0	0	1 784	4 624	
Orléans-Tours	20 840	10 841			10 841	31 681	23 771	15 167		1 491	16 658	40 429	2 931	4 326	0	1 491	5 817	8 748	
Paris	36 318	10 144			10 144	46 462	37 446	11 455			11 455	48 901	1 128	1 311	0	0	1 311	2 439	
Poitiers	9 044	6 458			6 458	15 502	8 936	5 721			5 721	14 657	- 108	- 737	0	0	- 737	- 845	
Reims	16 506	13 921	1 498	1 586	17 005	33 511	20 477	15 817	422	376	16 615	37 092	3 971	1 896	- 1 076	- 1 210	- 390	3 581	
Rennes	10 806	7 160			7 160	17 966	6 808	4 581			4 581	11 389	- 3 998	- 2 579	0	0	- 2 579	- 6 577	
Rouen	32 694	25 683	1 969	4 489	32 141	64 835	38 464	25 656		5 188	30 844	69 308	5 770	- 27	- 1 969	699	- 1 297	4 473	
Strasbourg	13 534	8 523	414	294	9 231	22 765	19 438	11 431			11 431	30 869	5 904	2 908	- 414	- 294	2 200	8 104	
Toulouse	15 478	5 734		287	6 021	21 499	11 976	5 365		281	5 646	17 622	- 3 502	- 369	0	- 6	- 375	- 3 877	
Versailles	56 688	30 801	20 689	7 331	58 821	115 509	95 570	47 212	22 986	5 622	75 820	171 390	38 882	16 411	2 297	- 1 709	16 999	55 881	
<b>France métropolitaine</b>	<b>632 692</b>	<b>369 812</b>	<b>31 401</b>	<b>40 097</b>	<b>441 310</b>	<b>1 074 002</b>	<b>797 611</b>	<b>447 748</b>	<b>31 658</b>	<b>41 972</b>	<b>521 378</b>	<b>1 318 989</b>	<b>164 919</b>	<b>77 936</b>	<b>257</b>	<b>1 875</b>	<b>80 068</b>	<b>244 987</b>	
Guadeloupe	5 686	2 151	742		2 893	8 579	7 628	3 829	848		4 677	12 305	1 942	1 678	106	0	1 784	3 726	
Guyane	14 451	4 168	530		4 698	19 149	15 415	4 412	666		5 078	20 493	964	244	136	0	380	1 344	
Martinique	11 868	5 433	1 394	186	7 013	18 881	12 237	5 905	1 023		6 928	19 165	369	472	- 371	- 186	- 85	284	
La Réunion	27 633	12 796		2 221	15 017	42 650	30 050	14 587		2 293	16 880	46 930	2 417	1 791	0	72	1 863	4 280	
<b>DOM</b>	<b>59 638</b>	<b>24 548</b>	<b>2 666</b>	<b>2 407</b>	<b>29 621</b>	<b>89 259</b>	<b>65 330</b>	<b>28 733</b>	<b>2 537</b>	<b>2 293</b>	<b>33 563</b>	<b>98 893</b>	<b>5 692</b>	<b>4 185</b>	<b>- 129</b>	<b>- 114</b>	<b>3 942</b>	<b>9 634</b>	
<b>France métr. + DOM</b>	<b>692 330</b>	<b>394 360</b>	<b>34 067</b>	<b>42 504</b>	<b>470 931</b>	<b>1 163 261</b>	<b>862 941</b>	<b>476 481</b>	<b>34 195</b>	<b>44 265</b>	<b>554 941</b>	<b>1 417 882</b>	<b>170 611</b>	<b>82 121</b>	<b>128</b>	<b>1 761</b>	<b>84 010</b>	<b>254 621</b>	

Rappel : les unités annexes (SEGPA, SET, SEP,...) rattachées aux EPLE en ZEP sont de facto en ZEP.

En moyenne, les écoles comptent 1,5 élèves de moins par classe en éducation prioritaire qu'en dehors, et ce de manière géographiquement uniforme. Il en est pratiquement de même dans le second degré. La taille moyenne des classes varie d'une académie à l'autre entre 20 et 24 élèves. La taille des divisions de collège présente moins de pertinence depuis leur réforme, le travail en groupe y présentant une réelle importance (environ 21 %).

### D'importantes disparités inter- et intra-académiques pour la proportion d'élèves scolarisés en UEP

7 académies de métropole, ainsi que les 4 d'outre-mer, scolarisent plus de 20 % de leurs élèves en UEP. En revanche, dans 8 académies, cette part est inférieure à 10 %. Les premières se situent en Ile-de-France et en

présence d'un pôle industriel important (exception faite de Lyon, qui a un profil particulier). Les secondes se trouvent plutôt dans l'Ouest.

Les taux académiques ne sont que la moyenne pondérée des taux départementaux. Ceux-ci peuvent fortement varier à l'intérieur d'une académie. Ainsi, dans l'académie de Bordeaux, en position médiane quant à la proportion d'élèves scolarisés en UEP (12,7 %), on trouve des taux départementaux de 5,4 % et 16,0 %. Là encore, la densité du tissu urbain accompagne souvent un taux plus élevé.

### Des situations contrastées selon le type d'établissement

Les lycées généraux et technologiques sont peu présents en UEP et, par suite, scolarisent une part assez faible des élèves : 2,6 % sur l'ensemble du territoire et aucun dans 15 académies sur 30. L'académie de Versailles,

**TABLEAU 15 – Les interactions entre ZEP et REP**

	ZEP associées à						REP associés à					
	aucun REP		un seul REP		plusieurs REP		aucune ZEP		une seule ZEP		plusieurs ZEP	
	(Z)	(N)	(Z)	(N)	(Z)	(N)	(R)	(N)	(R)	(N)	(R)	(N)
Aix-Marseille			40	390			10	67	40	460		
Amiens			41	297					10	143	12	215
Besançon			19	119			5	21	19	126		
Bordeaux	22	267					17	218				
Caen	4	41	6	42					1	11	2	35
Clermont-Ferrand			6	75			1	7	6	104		
Corse	6	60										
Créteil			34	286	23	488	4	23	100	752	3	53
Dijon			22	247					22	279		
Grenoble			27	273			1	15	20	220	3	89
Lille			87	656	10	187	3	24	108	878	1	19
Limoges			4	49			1	7	4	52		
Lyon			35	335			5	58	35	356		
Montpellier			23	211					23	231		
Nancy-Metz			32	241			3	49	32	274		
Nantes			27	195			4	35	27	223		
Nice			11	96			1	9	7	71	2	34
Orléans-Tours			30	213			3	14	30	256		
Paris			5	42	9	164			15	175	5	66
Poitiers	11	95					2	7				
Reims			23	202			1	3	23	212		
Rennes	8	63					12	101				
Rouen			25	323					25	339		
Strasbourg			17	125					17	126		
Toulouse	12	126					13	161				
Versailles			30	298	14	352	9	66	69	692	3	36
<b>France métropolitaine</b>	<b>63</b>	<b>652</b>	<b>544</b>	<b>4 715</b>	<b>56</b>	<b>1 191</b>	<b>95</b>	<b>885</b>	<b>633</b>	<b>5 980</b>	<b>31</b>	<b>547</b>
Guadeloupe	3	31	1	5			7	66	1	10		
Guyane	4	72										
Martinique	5	87					3	26				
La Réunion	19	160										
<b>DOM</b>	<b>31</b>	<b>350</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>92</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>France métr. + DOM</b>	<b>94</b>	<b>1 002</b>	<b>545</b>	<b>4 720</b>	<b>56</b>	<b>1 191</b>	<b>105</b>	<b>977</b>	<b>634</b>	<b>5 990</b>	<b>31</b>	<b>547</b>

(1) Au 01/08/1998, 01/01/1999 ou au 01/09/1999.

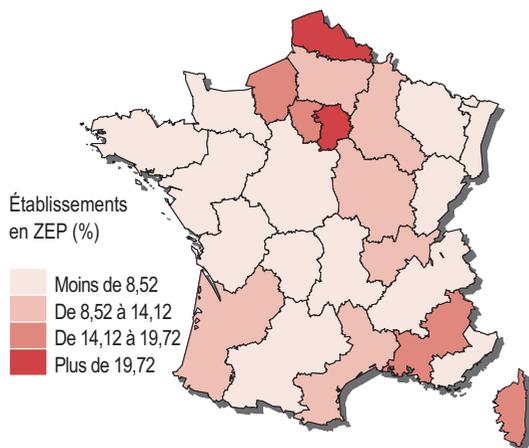
Rappel : les unités annexes (SEGPA, SET, SEP,...) rattachées aux EPLE en REP sont *de facto* en REP.

Z : nombre de ZEP.

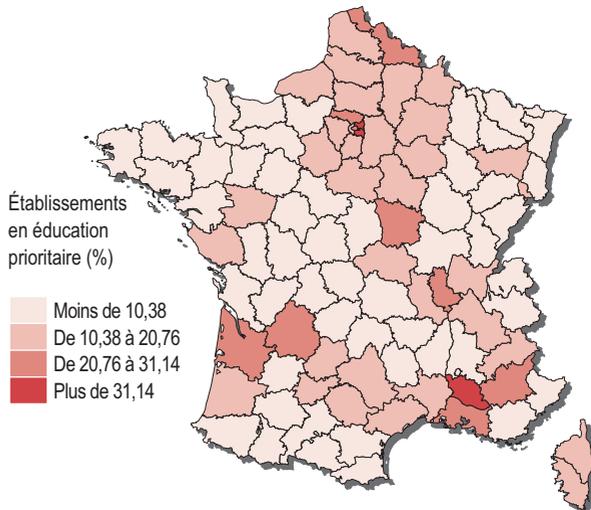
R : nombre de REP.

N : nombre d'établissements.

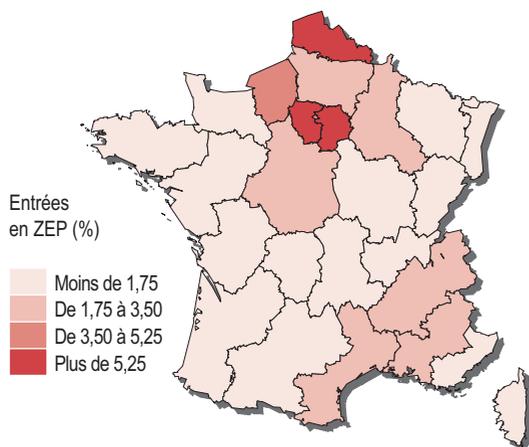
**CARTE 1 – Pourcentages académiques d'établissements en ZEP à la rentrée 1999**



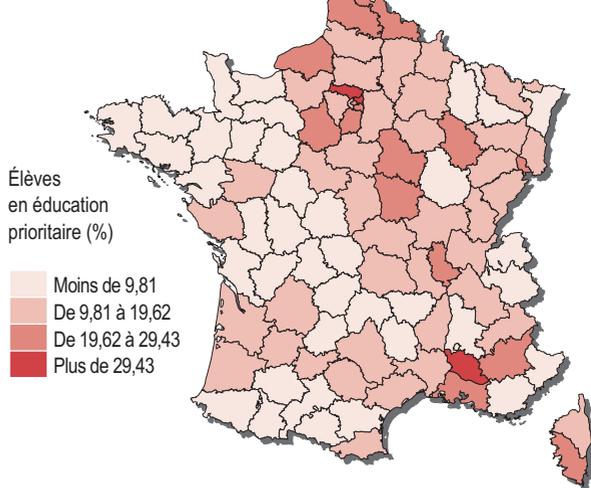
**CARTE 4 – Part des établissements scolaires se trouvant en ZEP ou en REP**



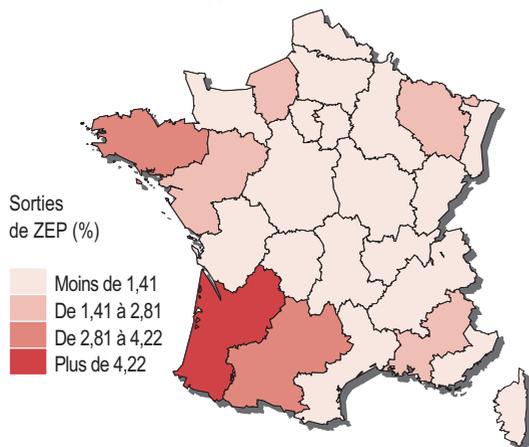
**CARTE 2 – Pourcentages académiques d'entrées d'établissements en ZEP à la rentrée 1999**



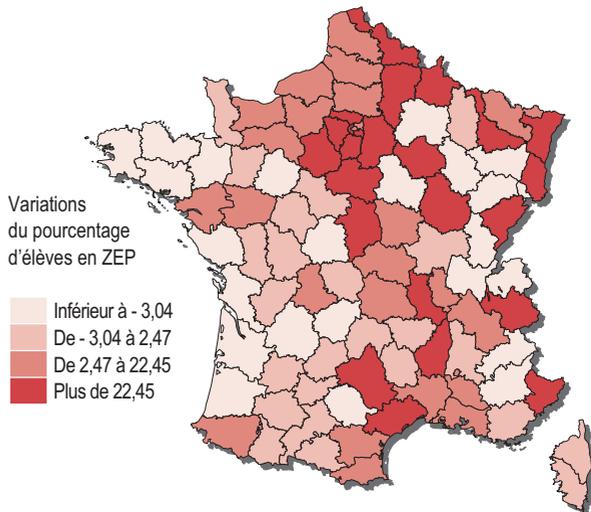
**CARTE 5 – Proportions d'élèves scolarisés dans un établissement en éducation prioritaire à la rentrée 1999**



**CARTE 3 – Pourcentages académiques de sorties d'établissements de ZEP à la rentrée 1999**



**CARTE 6 – Variation de la population scolarisée en ZEP entre les rentrées 1998 et 1999**



THÈME

avec un taux de 15,6 %, est un cas atypique. Quant à la part des élèves de lycée professionnel scolarisés en UEP, elle varie très fortement d'une académie à l'autre, et vaut 11,7 % au plan national.

La part des élèves de collège scolarisés en UEP est presque systématiquement plus élevée que dans le

premier degré. Les académies de Paris et de Corse constituent les seules exceptions en métropole ; en revanche, outre-mer, seule la Guadeloupe présente ce profil. Ces parts valent 17,9 % (écoles) et 21,2 % (collèges) pour la France entière, mais, dans de nombreuses académies, l'écart est supérieur à 5 points. ■

### Un modèle explicatif de la carte de l'éducation prioritaire

On considère que chaque collège, indexé par  $i$ , a une probabilité  $p_i(x)$  de se trouver en ZEP. Dans cette notation,  $x$  désigne le vecteur  $(x_1, x_2, x_3)$  des trois variables explicatives. La probabilité  $p_i(x)$  est donc conditionnelle entre autres à la situation sociodémographique du collège. Elle n'est bien entendu pas observée puisque l'on observe simplement la présence ou non en ZEP. La présence ou l'absence du collège  $i$  en ZEP est formalisée par une variable indicatrice  $Y_i$  qui vaut 1 si le collège  $i$  est en ZEP et 0 sinon.

$p_i(x) = P(Y_i = 1 | x)$ , étant une probabilité, ne peut s'exprimer comme combinaison linéaire des variables explicatives, quelque recodage qu'on en fasse. On peut trouver en revanche des transformations  $F$  telles que  $p_i(x) = F(\beta_0 + \beta_1 x_1 + \beta_2 x_2 + \beta_3 x_3)$ . Cela est formellement possible dès que  $F$  croît continûment de 0 à 1 sur l'ensemble des réels.

Un exemple de telle transformation, d'usage relativement aisé et validé par l'expérience, est la transformation logistique, qui associe à tout réel  $t$  le réel  $\frac{1}{1 + \exp(-t)}$ .

Il se pose alors un problème d'estimation :

quels sont les coefficients  $\beta_j$  tels que la quantité  $\frac{1}{1 + \exp(-(\beta_0 + \beta_1 x_1 + \beta_2 x_2 + \beta_3 x_3))}$  soit en général proche de la proba-

bilité observée pour tout collège pour lequel les variables explicatives valent respectivement  $x_1, x_2$  et  $x_3$  ? Une technique numérique classique, dite du maximum de vraisemblance, y parvient. Une fois ces paramètres estimés, on peut assigner à chaque collège sa probabilité calculée d'être en ZEP. La carte de l'éducation prioritaire doit *a priori* rester cohérente avec ces probabilités, même si les interventions d'acteurs de terrain y introduisent de manière naturelle des correctifs. Le travail effectué sur les collèges se transpose aux écoles.

Les variables explicatives retenues sont : le poids des grands retards scolaires, la structure sociologique des parents d'élèves et la prévalence des élèves de nationalité étrangère.

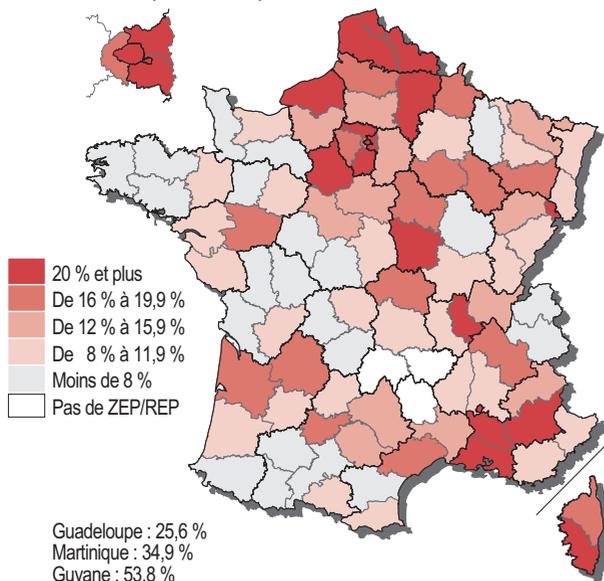
En pratique, au lieu de représenter par une seule variable la composition sociologique du collège, on a défini huit variables indicatrices, DEF1 à DEF8 de la manière suivante :

– les collèges sont partagés en 8 groupes d'importance égale après avoir été triés par ordre croissant de la proportion d'élèves issus de milieux défavorisés qu'ils contiennent. Si le collège  $i$  se trouve dans le groupe  $j$  ainsi défini, la variable DEF $j$  vaut 1 et les autres DEF $k$  valent 0 pour ce collège. La variable explicative « défavorisés » est ainsi représentée par ces 8 indicatrices, dont une seule, pour chaque collège, vaut 1.

On s'attend donc à ce que la variable DEF8 ait un effet positif important, suivie en la matière de DEF7 et ainsi de suite. Les résultats de l'analyse confirment cette intuition.

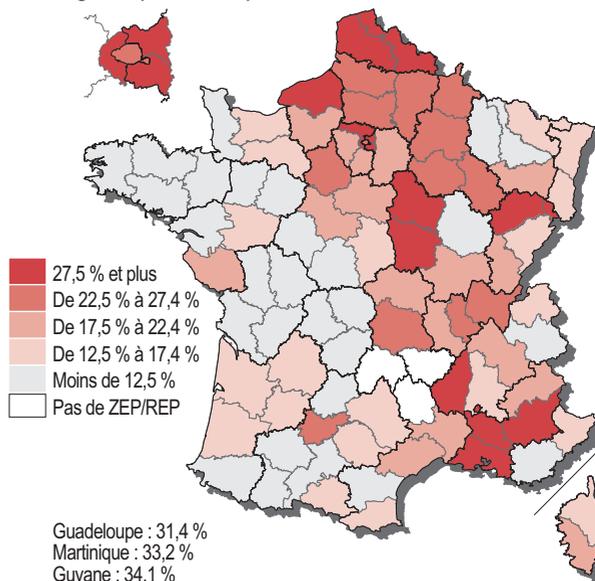
## Proportion d'élèves en éducation prioritaire (REP + ZEP)

### Écoliers (1999-2000)



**métropole : 17,3 %**

### Collégiens (2000-2001)

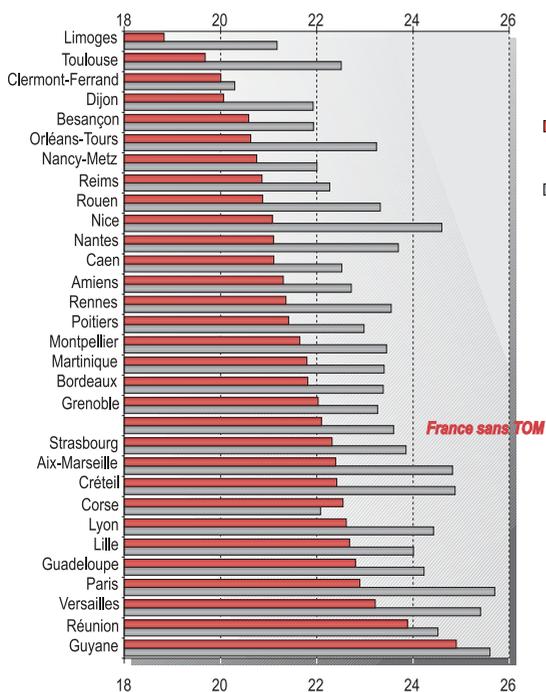


**métropole : 20,7 %**

THÈME

## Nombre d'élèves par classe (public)

### Premier degré (1999-2000)



### Collèges (2000-2001)

